



RAPPORT MENSUEL DE MONITORING DE PROTECTION

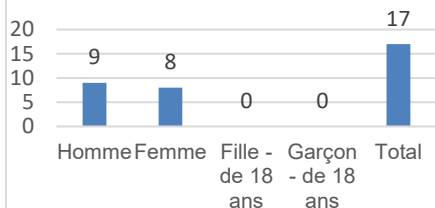
Ouham (Batangafo) | Janvier 2020

Chiffres clés

17 incidents documentés

17 victimes

Désagrégué de victimes



RÉSUMÉ EXÉCUTIF

Incidents de protection

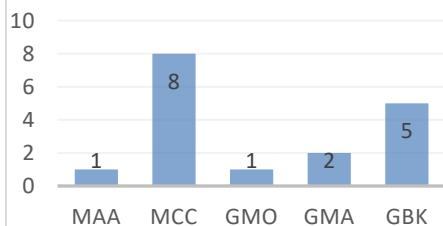
Le projet de monitoring de protection en 2020 dans l'Ouham a été réduit à la localité de Batangafo où 17 incidents de protection ont été rapportés en janvier 2020.

Mouvements de population

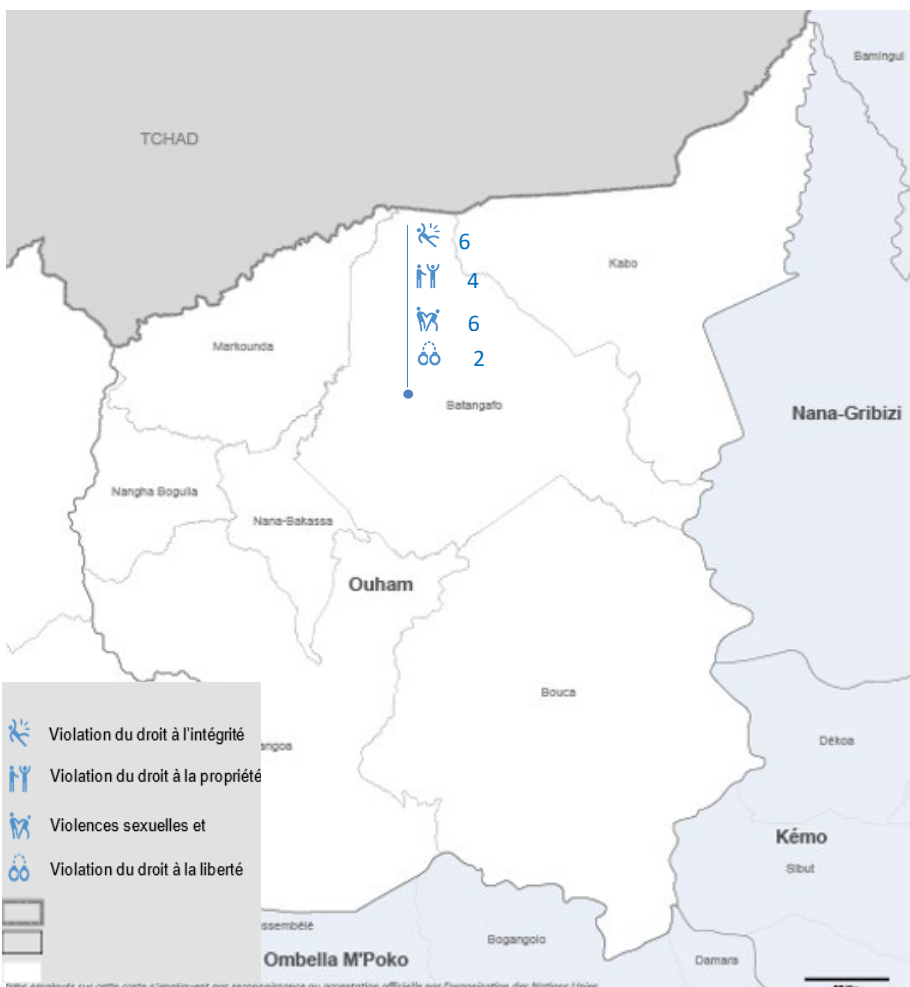
D'après les données de la CMP de janvier 2020, il y a 61,250 PDIs dans l'Ouham, dont 41,429 (34,758 dans la localité de Batangafo) qui se trouvent sur les sites de déplacés de la Préfecture.

Plus particulièrement, un mouvement de population (au moins 42 ménages, 138 individus) a été enregistré sur l'axe Bouca vers les sites de Batangafo. Ces PDIs proviendraient de la localité Lady.

Auteurs présumés des violations



Statut des victimes



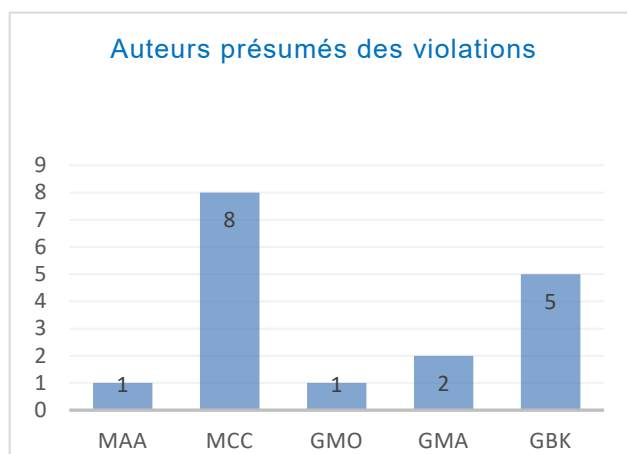
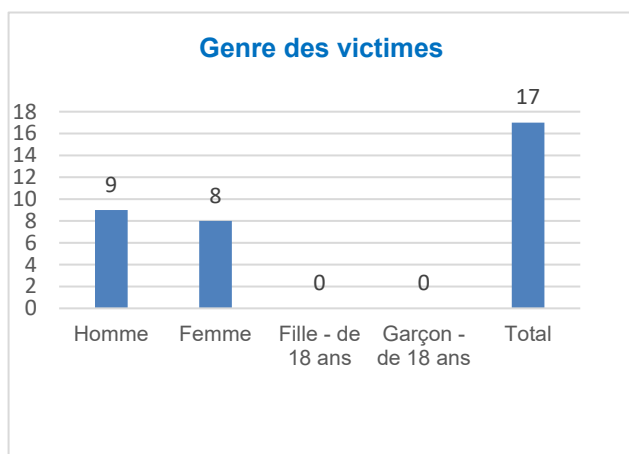
Analyse sécuritaire

Préfecture	Situation sécuritaire
Ouham	<p>La situation sécuritaire dans la ville de Batangafo est restée calme dans l'ensemble. Néanmoins, des mouvements d'éléments armés (FPRC et MPC) ont été observés vers Kaga-Bandoro et Ndélé. Il semblerait que ces mouvements soient liés aux affrontements qui ont eu lieu à Birao et à Bria.</p> <p>Axe Batangafo – Bouca : Le contexte sécuritaire sur cet axe reste problématique en raison de tensions entre les éleveurs et la communauté hôte liées au vol ou à la disparition de bœufs. Ce contexte est accompagné d'incidents de protection tels que des homicides, des agressions physiques, des déplacements forcés de personnes et des restrictions entravant la libre circulation des personnes et des biens. A titre d'illustration, un éleveur Peuhl aurait été tué le 19 janvier 2020 dans la brousse non loin du village Lady (35 km de Batangafo). Craignant des représailles, toute la population de ce village a fui pour s'installer sur les sites de Zoui (36 km de Batangafo), de Gbakaya (51 kilomètres de Batangafo) sur l'axe Bouca et sur des sites à Batangafo centre.</p> <p>Sites des déplacés internes : La tranquillité des déplacés internes sur les sites reste préoccupante en raison d'actes de vandalisme perpétrés par les jeunes assimilés aux GBK qui sont présents sur les sites et qui commettent des actes d'intimidation, d'extorsion et procèdent à des arrestations arbitraires.</p>

Tableau cumulatif des violations par zone d'intervention Janvier 2020

Janvier 2020			
Incidents de protection	Batangafo	Total du mois	Cumul sur l'année
Violation du droit à la vie/intégrité physique			
Homicide	2	2	2
Torture et traitements inhumains		0	0
Mutilations		0	0
Coups et blessures	4	4	4
Accidents explosifs/armes à feu		0	0
Découverte d'un engin explosif		0	0
Total	6	6	6
Violations du droit à la liberté			
Enlèvement/tentative d'enlèvement		0	0
Retour forcé		0	0
Recrutement forcé		0	0
Arrestation arbitraire/détention illégale	2	2	2
Travaux forcés		0	0
Limitations/restrictions de mouvements		0	0
Déplacement forcé		0	0
Total	2	2	2
Violations du droit à la propriété			
Déguerpissement forcé		0	0
Destruction de propriété		0	0
Occupation illégale		0	0
Pillage		0	0
Extorsion des biens		0	0
Taxe illégale	1	1	1
Vol/Braquage		0	0
Incendie criminel	3	3	3
Total	4	4	4
Violations 1612			

Recrutement et utilisation d'enfants		0	00
Attaques contre les écoles et les hôpitaux		0	0
Meurtres/mutilations d'enfants		0	0
Enlèvements d'enfants		0	0
Violences sexuelles faites aux enfants		0	0
Total		0	0
Violences sexuelles et basées sur le genre			
Viols		0	0
Mariage forcé		0	0
Agression sexuelle		0	0
Denis de ressources d'opportunités		0	0
Agression physique (SGBV)		0	0
Violences psychologiques et émotionnelles	5	5	5
Total	5	5	5
Total général	0	17	17



Analyse

Les principaux acteurs de violation des droits humains dans la zone de couverture au courant du mois de janvier sont des membres de groupes armés. Les membres connus de la communauté sont néanmoins visés comme étant responsables de 8 incidents de protection. L'absence de l'autorité de l'Etat et l'impunité dont jouissent les auteurs de violations de droits humains sont les facteurs favorisant la perpétuation des incidents collectés.

Actions de réponses mises en œuvre

L'équipe INTERSOS a procédé à un référencement médical, accompagné d'une prise en charge psychosociale, en janvier 2020.

Monitoring – activités de suivi

L'équipe Intersos a effectué des missions de terrain dans différents sites des déplacés de Batangafo, plus précisément sur les sites de Ndoubou et celui de Dihiri. Les IDPs sont exposés à un environnement de protection volatile en raison de leur statut et de la présence de groupes armés dans et aux abords des sites. Cela présente un risque de non-respect du caractère civil et humanitaire des sites de déplacés. Néanmoins, une légère amélioration de la situation sécuritaire a été observée sur les deux sites. Cette amélioration serait due à l'installation d'une nouvelle base de la MINUSCA, non loin de l'aérodrome et proche de ces sites.

Evaluation des besoins humanitaires

Alimentation : Les déplacés ont tout d'abord mentionné un besoin important en matière d'alimentation. Les femmes et les filles sont celles qui essaient de subvenir au besoin de leur famille se trouvant dans un état d'extrême vulnérabilité. Elles parcourent des kilomètres dans la brousse à la recherche de bois de chauffe. Certaines d'entre elles font également des lessives et le ménage auprès des autochtones dans la ville afin d'être payées pour s'occuper de leurs maris et enfants. Dans leur recherche d'activités génératrices de revenus, ces femmes et filles PDIs encourent des risques de protection, notamment elles sont exposées au risque de VBG ou de prostitution.

Education : L'unique hangar construit par l'ONG IDEAL sur le site Ndoubou il y a 2 ans pour accueillir les enfants des deux sites et des quartiers environnants est en état de dégradation avancée. Les toitures faites en bâches sont détruites et les enfants font classe sous un soleil battant.



De plus, les conditions d'hygiène auxquelles sont exposés les enfants se rendant à l'école sont alarmantes. Ils se servent de l'unique puits non protégé sur le site Ndoubou pour boire de l'eau. Pour satisfaire leurs besoins, les **411** élèves (de la maternelle jusqu'en CM2), se partagent une seule latrine traditionnelle ce qui oblige de nombreux écoliers à déféquer à l'air libre.



NFI/Abri : Depuis plusieurs années, les déplacés internes vivant sur ces sites n'ont bénéficié d'aucune assistance en NFI. La plupart des abris sont en état de délabrement avancé et les femmes manquent d'ustensiles de cuisine et de récipients pour puiser ou conserver l'eau pour la consommation.



WASH :

- **Eau potable** : Les IDPs vivant sur ces sites n'ont pas accès à l'eau potable, ce qui les oblige à s'approvisionner en eau de puits et auprès de sources non protégées et qui tarissent souvent en période de saison sèche ;
- **Latrine** :
 - Sur le site Ndoubou, on constate la présence des latrines familiales. Certaines latrines ne sont pas bien couvertes, ce qui expose l'intimité des femmes et filles et les obligent à se laver la nuit derrière leurs huttes. Les enfants pour se soulager défèquent partout, ce qui les expose aux risques de contamination.
 - Sur le site Dihiri, une latrine de deux portes a été construite par DRC. Cette latrine accueille les enfants, les femmes et hommes. La mixité des latrines constitue un risque accru de VBG, surtout la nuit.



Dignité de la femme et de la jeune fille : Selon les informations recueillies auprès des femmes et des filles, avant la crise, elles vivaient dans des meilleures conditions et leur dignité était respectée. Leurs maris et elles possédaient de moyens permettant de subvenir à leurs besoins. Leurs conditions de vie actuelles sont plus difficiles. Leur mobilité réduite et elles ne parviennent pas à se procurer de kits spécifiques pour les femmes (kits menstruels et/ou kits de dignité). En l'absence de moyen financier, les femmes et les filles sont exposées à de nombreux risques de protection et ont le sentiment d'être devenues un objet sans valeur dans leur communauté.

Promotion d'AGR : Les femmes et les filles, chefs de ménage souhaitent être appuyées financièrement ou matériellement par les acteurs humanitaires pour leur permettre de faire le petit commerce afin de soutenir leur foyer et promouvoir leur autonomisation.

Intention de retour : L'équipe INTERSOS n'a pas constaté d'intention de retour parmi les déplacés. Les sites fonctionnent presque comme des villages avec un chef servant de leader. La plupart des Peuhls qui se trouvent sur les deux sites sont venus de diverses localités et ont exprimé l'intention de s'installer définitivement sur les sites. Pour ce faire, ils souhaitent un accompagnement de l'Etat ou des ONGs pour faciliter leur intégration dynamique dans la communauté.

Recommandations :

- Appui en AGR aux femmes ;
- Assistance en vivres ;
- Assistance en kits NFI.

Pour tout contact :

- **Chef de Mission** : Andrew NJOKE, Tél 72301840
- **Coordonnateur du Projet HCR** : Florence FASSASSI, 72301859